

Jeunesse dans la grève, mai/juin 1968 aux usines Renault

jeudi 1er mai 2008, par [KOSMANN Robert](#)

Le mouvement des grèves de mai -juin 68 en France ne sort pas d'une explosion inattendue. Nous avons pu montrer à Solidaires Industrie [1] (avec d'autres) qu'entre 1963 et 1981, nous avons vécu une période tout à fait particulière de la lutte des classes en France. Cette période fut le reflet d'une conflictualité très grande, tant au point de vue du nombre de conflits que de leur radicalité. Elle se situait entre la grève des mineurs du Nord en 1963 jusqu'à celle des sidérurgistes de 1979. Ensuite, la période Mitterrand, le chômage de masse, l'affaiblissement ou la disparition des organisations d'extrême gauche (souvent aiguillons de ces grèves), puis la désindustrialisation en France ne permirent pas à la classe ouvrière de continuer sur le même rythme.

Sommaire

- [A la SAVIEM de Blainville \(...\)](#)
- [Renault Cléon : séquestration](#)
- [Renault Billancourt : la \(...\)](#)
- [Conclusion](#)
- [Cinquante ans après](#)

Dans les grèves qui ont occupé les mois de mai – juin 68 en France, celles de la Régie Renault ont bénéficié d'une plus grande visibilité, en raison du nombre considérable et de la concentration de ses salarié.es, de leur combativité, mais également de la représentation de ces usines parmi les plus importantes de France [2] et ce, depuis la fin de la seconde guerre mondiale [3]. Si la mémoire collective a retenu le refus de reprendre le travail à l'usine de Billancourt après Grenelle, les usines de province [4] furent parmi celles où les grévistes, à l'instigation des jeunes ouvriers, furent les plus radicaux. Cinquante ans ont passé, la polémique existe encore sur le passage de Georges Séguy, secrétaire de la CGT, à l'usine de Billancourt. Nous relaierons ici le point de vue des militant.es et celui des historien.nes qui se sont penchés sur cet épisode.



Les victimes de mai – juin 68 sont considérées comme peu nombreuses faces aux émeutes étudiantes et à la plus grande grève de l’histoire de France qui fit plus de sept millions de grévistes [5]. L’un des tués de cette période est un jeune lycéen membre de l’UJCML [6], noyé à l’usine Renault de Flins, en tentant d’échapper à une charge de gendarmes mobiles.



Nous présenterons successivement l’origine précoce de la contestation dans l’Orne à Blainville dès janvier 68, puis le démarrage des grèves à Cléon, les contestations à Flins [7] et

la grève à Billancourt. La conclusion élargira la question de Renault à celle de la jeunesse ouvrière révoltée et des influences d'une révolte mondiale, derrière l'enthousiasme envers les victoires du peuple vietnamien contre la première puissance militaire de l'époque, les USA. Ce sera l'occasion de mettre en perspective, pour Renault, le vif débat actuel chez les historiens et historiennes, sur « L'histoire mondiale de la France ».

A la SAVIEM de Blainville : mai dès janvier ?

Dès avant mai, une grande grève surgit à la SAVIEM [8] (4.800 salarié.es) qui produit les poids lourds de la régie Renault. En Basse-Normandie et à la SAVIEM, les salaires sont bas, les cadences de chaînes rapides et le personnel, jeune, supporte malles pointages, le mépris des « petits chefs », contremaîtres et chefs d'équipes de l'époque. Les accrochages individuels entre ouvriers et agents de maîtrise sont fréquents.

Pour exprimer cette combativité, le 20 janvier 68, la CFDT (majoritaire), FO et la CGT appellent à une heure et demie de grève. Les revendications portent sur une augmentation de 6%, la reconnaissance des droits syndicaux et la garantie de ressources lors de réduction d'horaires. La direction refuse de négocier. Le témoignage dans le journal « Ouest France » de Guy Robert, alors technicien et délégué du personnel CFDT décrit une partie de la suite :

Des bas salaires, des rapports sociaux épouvantables, la tension montait à la SAVIEM depuis l'automne 67. Le vendredi 19 janvier 1968, 1 500 salariés votent la grève illimitée. Le mardi, un piquet de grève s'installe devant l'usine. Vers quatre heures du matin, les gardes mobiles viennent nous déloger. Cela met le feu aux poudres. Le lendemain, la riposte dans les rues de Caen est bloquée dès l'entrée de la ville, à coups de crosse. Ce midi-là, je ne suis pas dans la rue mais à la maternité. C'est la naissance de mon fils ! Face aux agressions policières et préfectorales, une nouvelle manifestation s'organise le vendredi 26 à 18 h. Elle dégénère vite en guérilla urbaine. Face aux grenades offensives, les marches en marbre de la Chambre de commerce commencent à voler, puis les pavés. Je mets un casque de moto sur ma tête pour me protéger, une première. C'est extrêmement violent. Un de mes voisins a le cuir chevelu atteint. On dénombrera 200 à 300 blessés dont une trentaine de graves, des deux côtés. Le calme est ensuite revenu dans la ville dévastée. Nous reprenons le travail le 6 février, sans avoir rien gagné de nos revendications. Mais, le feu n'est pas éteint, il repartira en mai. Ce qui avait changé ? Le rapport de forces. Nous nous en apercevrons beaucoup plus tard. En janvier, nous avons gagné, en quelque sorte, une victoire militaire. La presse, de son côté, a joué un rôle considérable en allant au fond des choses pour expliquer cette révolte des OS.

Cette analyse de Guy Robert, pour un article de journal, nécessite un complément : le mardi 23 c'est un piquet de 400 grévistes qui interdit l'entrée aux « jaunes », ils et elles s'organisent, érigent des barricades et empêchent les livraisons ; rapidement, on comptera jusqu'à 3 000 grévistes au piquet. Chassées par les CRS, puis ralliées par d'autres entreprises, ce sont 5 000 personnes qui se dirigent le 25 janvier vers le centre ville ; après s'être armées de pierres et de planches, elles font reculer les CRS. Le 26, 7 000 manifestant.es, appuyés par les étudiant.es de Caen, débordent le service d'ordre syndical et s'affrontent à la police dans une véritable émeute (5 ouvriers seront condamnés à de la prison ferme). Le 30 janvier, il y a 15 000 grévistes sur Caen, les sanctions sont levées, les poursuites arrêtées et les augmentations de salaires accordées dans la majorité des entreprises (3 à 4% selon les entreprises). Mais à la SAVIEM, 25 camions de CRS réinvestissent l'usine le 30 janvier à une heure du matin. Les négociations qui suivent échouent, les grévistes n'obtiennent que la levée des sanctions. Le principal délégué de la CFDT, Guy Robert, responsable de l'Union régionale CFDT Basse-

Normandie, part quelques temps après effectuer son service militaire. A son retour en 1969, la SAVIEM refusera de le réintégrer ; il faudra 26 mois de lutte pour qu'il puisse reprendre son poste en février 1972 ! [9]

La reprise du travail en janvier (sans résultats), comme celle de juin après le protocole de Grenelle (jugé insuffisant), sont teintées d'amertume : un ouvrier professionnel de 34 ans déclare « *En janvier, on a repris le travail avec les CRS sur le dos, dans ces conditions, moi je ne travaille pas. On n'est pas au temps des schleus* » [10]. Après Grenelle, la majorité des syndicats ouvriers jugent les résultats insuffisants et décident une journée « ville fermée », le 29 mai, qui bloque les accès de la ville. Guy Robert décrit à nouveau : « *Dans le centre, les commerçants avaient baissé leurs rideaux de fer, il régnait un silence de plomb. L'inquiétude et la tension étaient palpables* ». Cette fois, la préfecture, échaudée par le mois de janvier, impose aux forces de l'ordre de rester discrètes.

Les résultats après juin seront semblables pour les entreprises de Basse-Normandie (Société métallurgique de Normandie, Moulinex, Jaeger, SAVIEM, ...) et pour l'ensemble des entreprises nationales : augmentation importante du SMIG [11], reconnaissance de la section syndicale, etc. Un autre aspect de la grève fut la solidarité entre les étudiant.es de Caen et les jeunes prolétaires révoltés de l'usine. Les étudiant.es de l'université de Caen avaient accueilli à la rentrée universitaire, le ministre Alain Peyrefitte en manifestant et en jetant des boulets de charbon (un camion qui passait par là !) contre la police qui répondit avec des gaz lacrymogènes. Ces émeutes de l'Orne, à l'université et chez Renault, furent une préfiguration des grèves de mai – juin 68, quelques quatre mois plus tard.

Renault Cléon : séquestration et occupation

Les usines de province de Renault sont des « usines de bras » [12] qui font de la production en chaîne. A Cléon, en Seine-Maritime, les 5 000 ouvriers et ouvrières, la plupart O.S., fabriquent et montent les moteurs pour les autres usines. La moyenne d'âge est de 27 ans et 1 500 ont moins de 25 ans. La plupart d'origine rurale, ils et elles sont méprisés.es par la maîtrise, issue souvent de Billancourt ou du Mans, qui les considère comme des « betteraviers ». Comme à la SAVIEM, les relations entre jeunes ouvriers et maîtrise sont conflictuelles. Les acquis sociaux sont moindres qu'à Billancourt : les revendications portent sur les salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, la suppression des primes antigrèves.

En mai, c'est la deuxième usine de France à se mettre en grève avec occupation, après Sud Aviation à Nantes. Ce conflit entraînera d'abord Renault Flins puis toutes les usines de la Régie. Une journée d'action contre les ordonnances de la Sécurité sociale était prévue pour le 15 mai : les ouvriers défilent dans les ateliers, le cortège s'élargit et demande à être reçu par la direction. Le témoignage de René Cottrez, jeune ouvrier de 19 ans qui travaille comme OS sur les chaînes de boîtes de vitesse est éloquent : « *Ce qui m'a alors le plus frappé c'est la spontanéité du démarrage de l'action. Contre la volonté de Louis Danais, le dirigeant de la CGT et membre du PC, on a décidé de séquestrer la direction : Ils se sont enfermés et ils refusent de nous recevoir, eh bien on les laisse enfermés ! Les locaux de la direction étaient situés au dessus des ateliers. C'est une des premières choses qu'ils ont changées après 68 : s'écarter des ateliers !* » [13]

Georges Séguy, secrétaire de la CGT, affirme ne pas approuver « *de telles méthodes* » [14]. La solidarité générationnelle s'effectue, avec des rencontres ouvrier.es-étudiant.es malgré les barrages et protections de la part du PCF qui craint la présence des « gauchistes ». Comme

dans les autres usines, l'occupation n'est pas massive : quelques centaines d'ouvriers seulement. Un comité de grève intersyndical est constitué, mais les jeunes, à l'initiative de la grève, se sentent mis à l'écart [15] prend la parole au meeting syndical à Elisabethville, devant 5 000 personnes, malgré l'hostilité de la CGT. Puis les CRS envoient grenades lacrymogènes et offensives, des cailloux volent, des barricades se montent, il y a des blessés, des matraquages très violents et de nombreuses arrestations. Les secours sont même empêchés, malgré la solidarité de la population. La CGT et *L'Humanité* en feront porter la responsabilité aux « *groupes Geismar* » [16]. Les affrontements vont durer jusqu'au lundi 10 juin avec une véritable chasse à l'homme, y compris dans les villes avoisinantes, contre les grévistes de Flins et surtout les étudiant.es les aidant. Et c'est le drame avec la noyade du jeune lycéen maoïste de l'UJCML, Gilles Tautin, pourchassé par des gendarmes mobiles déchaînés aux abords de la Seine à Meulan. Le même jour, deux ouvriers de Sochaux étaient aussi tués par la police. Il fallait que « tout rentre dans l'ordre » pour les élections législatives des 23 et 30 juin ! Ces événements marqueront durablement la région et contribueront au « mythe de Flins ». Le mardi 11 juin, l'occupation de l'usine reprend, contre l'avis des dirigeants syndicaux. La CGT doit alors faire face à une opposition interne de militants se proclamant « prolétariens » et membres d'un comité de grève. Le 17 juin, Flins vote la reprise par 4 811 (58 %) voix contre 3 456 (42 %) ; c'est le plus fort pourcentage opposé à la reprise chez Renault. Le taux de syndicalisation augmentera sensiblement, malgré des cartes CGT déchirées. Flins le trublion, n'avait pas fini d'en faire voir à la Régie !

Renault Billancourt : la grève, l'occupation, les sifflets

L'usine de Billancourt est alors la plus grande unité de la Régie et la plus grande usine de France (31 800 salarié.es). Les revendications sont les mêmes que dans les autres usines mais la visibilité est beaucoup plus grande. La chronologie de mai 68 met en avant la grande manifestation parisienne du 13 mai organisée par l'ensemble des syndicats étudiants et ouvriers. Mais dès les jours précédents, des Assemblées générales (AG) de militants et militantes ont lieu dans les syndicats et notamment à la CFDT, rue Montholon. Des jeunes ouvriers de Renault y prennent la parole, indignés par le manque de soutien aux étudiant.es ; ils interpellent les dirigeants en exigeant une réponse immédiate [17]. Après Cléon le 15, les AG de Billancourt décident la grève avec occupation le 16 ; elle va durer 33 jours et 34 nuits [18].

Les 16 et 17, les étudiant.es viennent en cortège à Boulogne, discutent avec les salarié.es de Renault, mais se voient interdire l'entrée de l'usine par les militants du PC et de la CGT. L'occupation s'organisera sous direction syndicale avec autour de 1 500 participant.es. La solidarité avec les grévistes prit des formes multiples. Des artistes du Comité de grève de la Sorbonne vinrent chanter à Boulogne et apportèrent un camion plein de ravitaillement, fruit de leurs collectes, que reçut la CGT mais qui ne leur permit toujours pas de discuter avec les grévistes [19].

Le 27 mai, le « constat » de Grenelle était signé entre G. Pompidou et les syndicats. Georges Séguy déclarait : « *Nous avons abouti à des résultats dans les meilleurs délais* », concluant, sous réserve de l'approbation des salarié.es : « *la reprise du travail ne saurait tarder* » [20]. Le lendemain, il décide d'aller à Billancourt devant l'AG du personnel. C'est une des questions historiographiques les plus contestées sur Mai 68. Des huées et des sifflets accueillent certaines parties du discours de Georges Séguy mais également celui de Benoit Frachon [21]. En 2016, après le décès de G. Séguy, l'extrême gauche (LO, NPA, libertaires) affirmait toujours que ces huées entendues durant le meeting [22] s'adressaient aux

négociateurs. Aimé Halbeher, secrétaire du syndicat CGT Renault en mai 68, affirmait, toujours en 2016, que ces sifflets manifestaient strictement l'insatisfaction sur les revendications négociées avec le patronat et le gouvernement et rapportées par Georges Séguy. L'interprétation de sifflets lors d'une assemblée de grévistes reste une question malaisée et restera contestée. Il n'en est pas moins certain qu'avant l'arrivée du secrétaire confédéral de la CGT, un tract syndical unitaire avait été distribué appelant à la poursuite de la grève. Georges Séguy en était informé. Aucun des orateurs n'appela à la reprise du travail [23]. En partant, Georges Séguy, qui était venu prendre le sentiment des grévistes, confia à Aimé Halbeher : « *Ils sont durs tes gars !* » [24]. Il est certain qu'une partie des ouvriers présents, partisans de la CGT, sifflait effectivement et uniquement les mesures patronales et applaudissait les orateurs lorsqu'ils rapportaient des concessions patronales. D'autres témoignages indiquent que certains sifflaient Georges Séguy et Benoit Frachon directement. Dans quelle proportion ? On ne le saura jamais. Les sifflets, par nature, ne parlent pas ! En tous cas, la grande majorité des grévistes présentes [25] refusa énergiquement ce « protocole » et décida de continuer la grève. Elle se poursuivit jusqu'au 17 juin où la signature de l'accord fut approuvée par 12 854 grévistes (78%) contre 3 624 (22%). Les salaires furent augmentés de 4%, le temps de travail ramené à 46h pour les OS, les journées de grève payées à 50%, les droits syndicaux affirmés. Aucune des revendications concernant les femmes et les jeunes ne fut satisfaite. Quelques cartes syndicales furent déchirées [26] mais de manière minoritaire ; des « *échauffourées eurent lieu entre d'une part « les durs » et le secrétaire de la CGT, et, d'autre part, « les durs » et les journalistes.* » [27]

Dans les autres usines

Le Mans (7762 salarié.es), Sandouville (4 344), Choisy (1127), RUEIL, Orléans(766) connurent une période de grève moins agitée. Toutes en grève, derrière et en même temps que Billancourt, ces usines voteront majoritairement la reprise avec de fortes minorités mécontentes : 79% au Mans, 71% à Choisy, 70% à Orléans et près de 100% à Sandouville.

Conclusion

Tous les syndicalistes le savent, il ne suffit pas que les conditions s'aggravent pour que les travailleurs et travailleuses se mettent en grève. Ce qui est déterminant, c'est l'espoir de gagner. On accepte de perdre un peu pour gagner davantage. Cette règle s'applique à la jeunesse ouvrière des années 68. La classe ouvrière n'est pas un lieu fermé, ni à Billancourt (prétendue forteresse), ni dans l'Hexagone. Les échos des conflits parviennent par les médias et par la lutte précoce des étudiants et étudiantes. C'est toute une génération qui soutient le peuple vietnamien en train de gagner son indépendance et de chasser l'impérialisme US. C'est un espoir immense pour toute une jeunesse radicale dans le monde entier. Les exemples de la Chine, de Cuba, de l'agitation estudiantine aux USA (contre la guerre), le mouvement des déserteurs US, le mouvement des *BlackPanthers* [28], les récentes indépendances en Afrique contre le colonialisme, la création de maquis dans la plupart des pays d'Asie, la situation révolutionnaire en Afrique, les mouvements étudiants et ouvriers en Italie, en Allemagne, tous se réclament de la lutte des peuples vietnamiens, laotiens et cambodgiens. Il est impossible de comprendre la révolte de la jeunesse chez Renault et du mouvement de mai – juin 68 en France en dehors de ce contexte mondial. On a pu voir, chez Renault, que ce sont les jeunes ouvriers qui ont été les plus radicaux. Quelques années avant, la presse mettait en exergue un prétendu conflit générationnel : les « jeunes » et les « croulants ». Ce n'était que pour faire du papier, la seule chose qui ait été vraie, c'est l'imprégnation plus rapide des changements par la jeunesse, dans la société comme dans la grève.

Cinquante ans après

Il y a dix ans, Nicolas Sarkozy rappelait le quarantième anniversaire de mai 68 en considérant que son héritage devait être « *liquidé une bonne fois pour toutes* », et qu'il « *fallait tourner la page* ». En 2018, les mêmes rancœurs reparaissent au profit d'une histoire instrumentalisée en « roman national » : Sarkozy à nouveau, et ses gaulois pendant la campagne électorale de 2017, Fillon se réclamant de Clovis et des racines chrétiennes de la France, la télévision (nouvel opium du peuple proclamaient les étudiant.es de 68) se complait à donner la parole à une histoire mythifiée des rois et reines (Stéphane Bern et d'autres). Des ouvrages à succès rédigés par des saltimbanques royalistes (Lorànt Deutsch, « *Métronome* » pour le plus connu) influencés par des historiens ou plumitifs d'extrême droite (Patrick Buisson, Eric Zemmour, Alain Finkielkraut, Dimitri Casalis, Jean Sévillia ou Franck Ferrand) envahissent les présentoirs des grandes surfaces, et développent des points de vue réactionnaires, voire royalistes ou pro-vendéens parfois (*Le Figaro histoire*, la chaîne *Histoire*) ; mais toujours dans un cadre de légitimation d'une lecture hexagonale de l'Histoire, d'une « histoire identitaire ». Devant ce déferlement obscurantiste, une réaction des professionnel.les de l'histoire s'est manifestée, dont un livre à succès « *L'histoire mondiale de la France* » [29] et a entraîné de nombreux débats ; d'autres comme le petit ouvrage « *Les historiens de garde* » ou la somme historienne de Michelle Zancarini-Fournel ont remis en perspective la place des grèves, du mouvement ouvrier, de l'Histoire, en relation avec le reste du monde [30].

Ce court article sur les grèves des usines Renault en 1968, au delà de la chronologie évoquée, a pour ambition de rappeler que les ouvriers et ouvrières les plus combatifs de Renault étaient sensibles aux influences externes. Des termes aujourd'hui délaissés, comme l'internationalisme, avaient un sens pour les jeunes gens de 1968 : c'est la jeunesse qui s'est exprimée, entraînant la classe ouvrière dans la plus grande grève de notre histoire.

Robert Kosmann